

## Les causes de la faim

### L'imposition du modèle économique libéral

Le libéralisme est souvent invoqué par les uns comme l'une des causes principales de la faim dans le monde, et par les autres comme l'une des solutions aux problèmes de développement et de la sous-alimentation. Dans ce document, nous allons chercher à comprendre comment le modèle libéral s'est imposé au cours des quatre dernières décennies et ce qu'il implique pour la résolution ou la perpétuation de la faim dans le monde.

#### La question de la dette

Les indépendances ont souvent été suivies d'une période d'investissement dans le développement au travers du développement d'infrastructures de production, d'investissement dans l'industrie et l'intervention de l'Etat nouvellement indépendant dans l'économie (subventions aux consommateurs, mise en places de prix stables pour les denrées alimentaires par l'intermédiaire d'organismes publics ou parapublics de gestion des marchés).

Ces efforts ont été fortement encouragés par les institutions financières internationales, notamment au cours des années 70 quand ces institutions disposaient d'importantes quantités de liquidité («pétrodollars») résultant des chocs pétroliers survenus au cours de la décennie. Les fonctionnaires de ces institutions financières étaient poussés à promouvoir des investissements afin de recycler ces fonds, au détriment souvent de la rigueur nécessaire pour s'assurer de la rentabilité des investissements financés. On a ainsi pu observer que dans certains dossiers techniques, les résultats étaient fortement surestimés (rendements irréalistes, superficies exagérées, etc.). De nombreux projets non viables ont ainsi été financés, alors qu'il était prévisible qu'ils ne seraient pas rentables et que les pays emprunteurs auprès des organismes de financement ne pourraient jamais rembourser leur dette.



#### Les programmes de stabilisation et d'ajustement structurel

La chute du prix des matières premières agricoles et minières observée au cours des années 80 précipita les pays emprunteurs dans une situation d'insolvabilité qui entraîna une renégociation des dettes. Les organisations de Bretton Woods (FMI et la Banque

mondiale) de part leur fonction et, pour la Banque mondiale, comme principal financeur, prirent la situation en main et mirent en place les programmes de stabilisation et d'ajustement structurel où leur intervention en vue de sauver des finances publiques en ruines se faisait en échange de l'adoption de conditionnalités. Les politiques ainsi imposées avaient pour but de rétablir les équilibres budgétaires des Etats, en coupant dans leurs dépenses, et de réduire les déficits commerciaux notamment en dévaluant les monnaies, afin de rendre les importations plus chères et les exportations plus attractives. Elles se sont traduites par un désengagement de l'Etat, une réduction des emplois publics, des programmes sociaux et un ralentissement voire une halte des investissements, ainsi que par une privatisation d'une grande partie des organismes publics.

Ces politiques étaient fondées sur deux credo principaux, fondement du libéralisme:

- Le secteur public est par essence inefficace, et il s'agit donc de le réduire aux fonctions régaliennes, laissant toutes les autres activités au secteur privé, réputé économiquement efficace.
- L'économie doit se spécialiser dans ce qu'elle sait faire le mieux et arrêter les activités produisant des biens pouvant être importés à moindre coût (ce que les économistes appellent les avantages comparatifs): pour cela il s'agit d'ouvrir les frontières et supprimer les taxes sur les échanges internationaux.

Malheureusement pour les habitants des pays concernés, ces programmes n'ont que rarement été couronnés de succès. Les mesures adoptées n'ont guère amélioré durablement les finances publiques et ont précipité une grande partie de la population de ces pays dans une misère noire et la marginalisation. En effet, dans bien des pays, il n'y avait pas d'opérateurs privés capables de reprendre les activités desquelles l'Etat se désengageait, d'où l'effondrement de pans entiers de l'économie. Et l'application de la théorie des avantages comparatifs a eu pour conséquence une spécialisation encore plus grande des pays dans les domaines qui étaient déjà dominants (production de denrées tropicales dans l'agriculture, héritée de la période coloniale), d'autant plus qu'aucune place n'était laissée aux efforts qui auraient pu être faits pour améliorer la compétitivité dans certains domaines, grâce à l'investissement. Enfin, une forte augmentation des disponibilités des produits tropicaux sur le marché mondial (tous les pays étant poussés à produire la même chose), dont la consommation est limitée (cacao, café, thé, ...), entraîna une chute encore accélérée des prix, affaiblissant encore les pays exportateurs. Bref un cercle vicieux...



## **L'OMC (Organisation mondiale du commerce)**

La mise en place de ces politiques libérales fut finalement cristallisée lors de la création de l'OMC le 1<sup>er</sup> janvier 1995. L'OMC fait suite au GATT (Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce - *General Agreement on Tariffs and Trade*, en anglais) qui avait

été mis en place en 1948 par 23 pays<sup>1</sup> pour fixer et appliquer des règles pour les commerce international. Pendant longtemps, les négociation au sein du GATT ne s'intéressèrent guère aux produits agricoles. Mais les politiques agricoles de subvention mises en place par les Etats-Unis et l'Europe - en contradiction avec les politiques économiques libérales qu'ils n'ont cessées de recommander aux pays non-industrialisés - avaient provoqué un fort engorgement du marché mondial, poussant les pays tels que l'Argentine, l'Australie, le Canada et la Nouvelle Zélande à demander un assainissement des marchés agricoles, pour leur permettre d'y avoir une place plus représentative de leur potentiel de production. Les négociations, qui ont abouti à l'accord sur l'agriculture et la création de l'OMC lors de la signature de l'accord de Marrakech en 1995, ont instauré un système où les subventions et les protections devaient progressivement être démantelées, par rapport à un niveau de base qui, pour les membres fondateurs de l'OMC correspondait à leurs pratique lors de la période 1986-88, et pour les nouveaux membres après 1995 était négociable (Lire davantage sur [le commerce international agricole](#)). Or, pour la plupart des pays ayant subi les programmes de stabilisation et d'ajustement structurel avaient déjà démantelé tout leur système de protection et de subvention au milieu des années 80. Leur adhésion, souvent acceptée pour ne pas se retrouver «au ban des nations» et être en marge du marché mondial, a donc légalisé ce démantèlement dans le cadre de l'OMC, figeant par la même la politique de libéralisation...

Pendant ce temps, les pays industriels trouvèrent un moyen pour contourner cette libéralisation et maintenir leurs subventions en changeant la façon de laquelle ils les payaient à leurs producteurs. Ceci fut rendu possible en classifiant les subventions en trois catégories à l'OMC selon le niveau de distorsion qu'elles introduisaient dans les marchés: subventions créant de fortes, faibles ou pas de distorsion. Pour chacune de ces catégorie, une boîte fut créée à l'OMC: rouge, bleue et verte. Les subventions étant réputées selon les règles de l'OMC comme n'ayant pas d'effet de distorsion sur les marchés furent rangées dans la boîte verte. Par la suite, les pays industriels ont progressivement transféré leurs subventions depuis les boîtes rouges et bleue vers la boîte verte où elles pouvaient être gardées sans avoir à être réduite. Voilà pourquoi le soutien total des pays de l'OCDE à leur agriculture qui était estimé par l'OCDE en dollars courant à 344 milliards de dollars en 1995-97 a *augmenté* pour atteindre 409 milliards de dollars en 2011! « Faites ce que je dis, mais ne faites pas ce que je fais!»

## Conséquences

La conséquence principale de l'imposition du modèle libéral a été la mise en compétition sur le même marché de producteurs ayant des niveaux de productivité et de soutien très différents. Il est évident que dans cette compétition les producteurs les moins productifs et les moins soutenus n'ont que peu de chance de voir leur situation s'améliorer et de sortir de la pauvreté et de la faim.

---

<sup>1</sup> Afrique du Sud, Australie, Belgique, Brésil, Birmanie, Canada, Ceylan, Chili, Chine, Cuba, Etats-Unis, France, Inde, Liban, Luxembourg, Nouvelle Zélande, Norvège, Pakistan, Pays-Bas, Rhodésie du Sud, Royaume Uni, Syrie et Tchécoslovaquie

Quelques chiffres pour illustrer cette situation:

	<b>Etats-Unis</b>	<b>Mexique</b>	<b>Mali</b>
Productivité moyenne des céréales (tonne/ha 2010-2012)	6,6	3,4	1,4
Soutien à la production agricole/ exploitation (\$ 2012)	38000	1300	300*

\* estimation pour 2010  
Sources: FAO et OCDE

Materne Maetz  
(septembre 2012  
actualisé en novembre 2013)